

TIZI-OUZOU

Les habitants de la cité Erca de Draâ-Ben-Khedda vivent dans un borbier !

Les résidents de la cité des 400-Logements (ex-cité Erca) vivent un inextricable calvaire. Réceptionnée au début des années 1990, la cité est un éternel chantier. Il y a tout d'abord la nature du site urbanisé à tort.

Il est indéniable que le choix du terrain était irréfléchi et aberrant.

En construisant sur des marécages, la partie la plus basse de toute la ville de Draâ-Ben-Khedda, une commission avait fait fi des règles urbanistiques élémentaires pour ériger des HLM hideux inondés au moindre orage.

Cette année et en prévision des inondations, de grands chantiers ont été lancés dès l'été pour réguler l'évacuation des eaux torrentielles.

Toutefois, une fuite d'eau potable au niveau du bâtiment 12/2 a incité l'entreprise chargée de la réfection de la ligne d'assainissement à arrêter les travaux.

"Nous avons adressé des requêtes à l'ADE et à

l'OPGI. En vain. Cela fait plus d'un mois que nos caves sont remplies d'eau.

On vit sur un étang", nous confie un résident

qui nous invite à un tour du propriétaire. Les caves remplies d'eau déversent le trop-plein sur la chaussée à quelques mètres seule-

ment du chantier à l'arrêt. Et dire qu'une intervention aurait pu épargner tous ces désagréments causés à des habitants livrés à eux-mêmes.

Près d'un kilogramme de kif saisi

La police judiciaire de la wilaya de Tizi-Ouzou a instruit une procédure judiciaire contre deux individus pour détention et commercialisation de stupéfiants. 966 g ont été saisis au cours des perquisitions effectuées aux domiciles des prévenus, indique la cellule de communication, précisant, par ailleurs, que les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt par le juge d'instruction en date du 10 janvier.

La même source signale l'arrestation de l'auteur d'un assassinat à l'arme blanche près d'un bar situé au lieu-dit Chaïb sur la RN12. L'enquête diligentée par la police judiciaire a permis de situer les circonstances de l'assassinat.

La victime consommait tranquillement en compagnie de cinq personnes de sa connaissance lorsque l'envie leur pris d'aller poursuivre la partie à l'extérieur de l'établissement.

Ce serait là au bout d'un certain

temps que l'un d'entre eux porta un coup de couteau mortel en plein cœur de la victime qui a succombé à ses blessures lors de son transfert vers l'hôpital de Tizi-Ouzou.

Toute la mise en scène montée par l'assassin avec l'aide de ses compagnons de beuverie, dissimulation de l'arme du crime, destruction des indices... n'ont pas servi à dérouter les enquêteurs de la police judiciaire.

Les mis en cause ont été rapidement interpellés et confondus avant d'être présentés au parquet d'Azazga qui les a inculpés de coups et blessures ayant entraîné la mort, de dissimulation de l'arme du crime, de non-dénonciation de crime et de destruction d'indices.

Le principal accusé a été placé sous mandat de dépôt et les cinq autres inculpés mis sous contrôle judiciaire.

B. T.

MEDEA

Un entonnoir urbain

La concentration de l'armature urbaine et de l'investissement, au niveau du chef-lieu de wilaya, a généré de graves dysfonctionnements, tout à la fois urbains, industriels et socioéducatifs. Médéaville est aujourd'hui un entonnoir urbain de 1 920 ha s'étalant sur 6 km où s'entasse une population de 140 913 habitants, selon le recensement de 2005.

Le tout, exacerbé par un flux migratoire sans précédent (+56%) favorisé par la centralisation ruineuse de toute l'infrastructure.

L'habitat occupe 70,7% de la surface totale dont 82% en propriétés privées, alors que les besoins à l'horizon 2015 sont de 9 875 logements, ce qui rend impossible l'implantation, par exemple, d'un pôle universitaire sachant que la seule opération d'expropriation serait plus coûteuse que le projet lui-même, à savoir 250 milliards de centimes, qui devraient être destinés à un autre crâneau, à l'exemple de l'alignement du secteur sanitaire Mohamed-Boudiaf de Médéa en un centre hospitalo-universitaire, pour quoi pas ?



Les besoins en eau portable accusent un déficit de 5 884 m³/jour alors que la demande communale grimpe à 72 888m³/jour et que le déficit atteindra en 2015 les

32,85m³/jour. Une épine supplémentaire sur le chemin de l'investissement public. En aval, la pollution engendrée par l'extension tentaculaire de la partie nord de Médéa, sans compter les 117,5 tonnes de déchets solides à Draâ Smar.

En termes d'assiette foncière, la nature juridique des terrains (privés) impose une nouvelle courbe de distribution des projets pour désengorger et soulager le chef-lieu de wilaya par le

transfert et le redéploiement d'activités et services avec, à la clé, l'inversement de la tendance migratoire vers la partie sud qui s'ouvre à partir de Berroughia.

Il est préférable que le pôle universitaire soit implanté dans la ville des Asphodèles (Berroughia) puisqu'un terrain domanial, d'une appartenance juridique à l'ex-EAC, d'une superficie de 120 ha est prêt.

Hamid Sahnoun

BLIDA

Plus de 7 000 logements en chantier

Plus de 7000 logements, tous types confondus, sont en cours de réalisation dans la wilaya de Blida sur les 12 000 inscrits au titre du programme quinquennal 2005/2009, indique-t-on à la Direction du logement et des équipements publics (Dlep).

Le secteur de l'habitat dans cette région, caractérisé par des "retards dus au rétrécissement drastique du portefeuille foncier de la wilaya a, toutefois, pu enregistrer en 2006 un rebond" dans ses projets de réalisation, estime-t-on à la Dlep.

Ce programme, dont une bonne partie a atteint un taux d'avancement "satisfaisant", vient en complément des 14 000 logements déjà réalisés et attribués depuis l'année 2000, soutient-on. Ainsi avant la fin 2008, la wilaya aura réalisé 8 000 logements, un quota qui viendra atténuer la crise de logements que connaît Blida, à l'instar des autres wilayas, fait observer la même source.

Le wali, qui depuis son installation a fait du secteur de l'habitat son cheval de bataille, a toujours insisté au cours de ses différentes visites d'inspection des chantiers d'habitat sur la nécessité d'accélérer la cadence des réalisations des logements, notamment ceux destinés aux couches démunies, révèle-t-on.

L'éradication de l'habitat précaire ainsi que la modernisation du tissu urbain de la ville des Roses figurent parmi les autres priorités de la wilaya.

La ville de Blida, qui a connu durant la dernière décennie une formidable extension de son tissu urbain, avec notamment la prolifération de l'habitat précaire et la transformation des nouvelles zones d'habitat urbain (ZHUN) en cités-dortoirs, a "un besoin urgent de toilettage urbanistique", estime le wali.

"Il s'agit dorénavant de renouveler et de densifier l'actuel tissu urbain et éviter dans les plans d'urbanisme et d'occupation des sols les incohérences urbanistiques commises par le passé", précise-t-il.

APS

ALGER / LOTISSEMENT FLORENCE D'EL-BIAR

Des bâtisses menacent ruine

Ce sont 13 familles, habitant au lotissement Florence à El Biar, depuis 1962, qui orientent leur détresse et dénoncent la vétusté de leurs bâtisses.

C'est un SOS qu'elles lancent aux autorités concernées, car leurs vies et celles de leurs enfants sont en péril. "Nos habitations risquent l'effondrement à tout moment étant dans un état de délabrement avancé.

Depuis 1962, elles n'ont bénéficié d'aucune réparation ni confortement", déclarent les habitants.

Ces derniers interpellent qui de droit pour une solution urgente qui mette fin à leur calvaire.

Ils vivent la peur au ventre, avec la hantise de voir leurs maisons s'effondrer.

"Nous ne pouvons plus continuer à vivre dans de telles conditions, nous sommes des citoyens algériens et nous avons, nous aussi, droit à des logements ou du moins un toit pour nous abriter avec nos familles avant qu'un drame se produise", concluent-ils.

R. S.